Sultan Sooud al-Qassemi
Mahmoud Sariolghalam

LE GOLFE VU DES ÉMIRATS ARABES UNIS ET DE L'IRAN

ENTRETIENS AVEC GILLES KEPEL [1]

Sultan Sooud al-Qassemi, 36 ans, habite à Charjah, aux Émirats arabes unis. Ancien chercheur invité à l'École de gouvernement de Dubaï, il est aujourd'hui écrivain, collectionneur d'art et homme d'affaires.

Vous êtes connu pour avoir soutenu ouvertement les révolutions arabes sur les réseaux sociaux du Golfe. Pouvez-vous nous dire pourquoi et comment vous l'avez fait, et quelle est votre analyse de ces révolutions trois ans plus tard ?

Entre 2010 et 2012, j'ai été très actif sur les réseaux sociaux, utilisant Twitter et Facebook pour retranscrire beaucoup d'événements. J'étais capable de traduire car je comprends les langues parlées là-bas, que ce soit l'arabe, l'anglais et même le français ; je pouvais donc transmettre l'information plus rapidement que la plupart des médias. J'ai eu la chance d'avoir le temps, l'énergie et la capacité de diffuser l'information. J'ai essayé d'être aussi précis et synthétique que possible, et mes tweets ont été repris par *Time Magazine*, le *New York Times*, sur CNN et la BBC, et de nombreux autres médias les ont utilisés.

Maintenant, presque quatre ans se sont écoulés depuis les soulèvements

1. Réalisés le 16 juin 2014 à Dubaï avec Sultan Sooud al-Qassemi et le 26 septembre 2014 par courriels avec Mahmoud Sariolghalam ; traduits de l'anglais par Isabelle Richet.

arabes, et je suis un peu désenchanté. Il se peut que j'aie fait partie des gens naïfs qui croyaient que ce serait facile, mais il y avait des forces contre-révolutionnaires, des partisans du *statu quo* et des opportunistes qui, je pense, ont tiré avantage de certains aspects du Printemps arabe en générant beaucoup d'anxiété parmi les populations locales au sein des États du Golfe qui se sont regroupés pour maintenir le calme – ou ce qu'ils croient être le calme et l'ordre dans la région.

La portée des soulèvements arabes du XXIe siècle doit être évaluée sur plusieurs générations. Nous n'en verrons probablement les effets réels qu'à la fin des années 2020 ou peut-être même 2030. Je suis d'accord avec Samuel Huntington lorsqu'il parle du double renouvellement nécessaire pour atteindre une démocratie stable ou bien établie. Vous avez une démocratie quand vous avez eu deux élections successives et que trois partis différents ont été au pouvoir. L'Égypte, par exemple, a donc encore un long chemin à parcourir, même si, quel que soit le gouvernement en place, il faudra encore qu'il soit renouvelé à deux reprises avant de parvenir à une démocratie bien établie. Une ou deux décennies seront donc nécessaires pour qu'une démocratie voie le jour dans un État arabe, et ce même en Tunisie.

Quelle est votre analyse des effets des révolutions arabes sur le Golfe, mais aussi sur la façon dont les pays de la région ont réagi face à ces soulèvements ?

Comme les autres États arabes, ceux du Golfe n'étaient pas préparés à ce qui s'est produit au cours des dernières années. Ils ont été pris par surprise lorsqu'ils ont vu certains régimes amis s'effondrer. Fondamentalement, ils ont manié la carotte et le bâton, en recourant à des incitations financières ainsi qu'à la police ou l'armée pour écraser toute forme de dissidence.

Les États du Golfe ont, dans l'ensemble, mieux géré que les autres pays la situation provoquée par les soulèvements arabes. Ils en sont sortis intacts. Même Bahreïn est resté stable, sans que l'on puisse savoir cependant combien de temps cette stabilité peut durer en l'absence de véritables réformes. Il est en effet nécessaire d'organiser une certaine forme de processus de décision politique à laquelle la population locale pourrait participer, au moins formellement. C'est là une des conséquences attendues des soulèvements arabes, et j'espère que ces États comprendront que les incitations financières seules ne permettront pas de résoudre le problème.

Du fait de leur richesse et de leur influence, les États du Golfe ont une grande influence sur ce qui se passe dans le reste du monde arabe, et les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) ont adopté des positions différentes face aux événements. Pensez-vous que cela va entraîner une fragmentation accrue du CCEAG ?

Ce qui réunit les États du Golfe est bien plus important que ce qui les sépare. Cependant, même si les questions sur lesquelles ils restent divisés sont peu nombreuses, leur signification est très importante.

Depuis trois décennies, les États du Golfe comptent parmi eux un membre qui n'est pas totalement en accord avec les idées et les objectifs du CCEAG, à savoir Oman. Le sultan d'Oman a invité les dirigeants iraniens et leur a rendu visite de nombreuses fois, faisant des déclarations qui le différencient des autres États du Golfe. Pourtant, la menace iranienne à l'encontre des États du Golfe, ou même ce qui est perçu comme tel, a toujours été considérée comme une menace extérieure.

D'un autre côté, la menace que représentent les Frères musulmans pour les États du Golfe est une menace intérieure, en tout cas du point de vue de ces États. La pénétration des Frères musulmans a été facilitée par le fait qu'il s'agit d'une organisation sunnite ; c'est une organisation qui a été accueillie des décennies auparavant, qui s'est enracinée dans la société par l'intermédiaire d'enseignants, de chercheurs, de prêcheurs dans les mosquées, contrairement à la soi-disant menace chiite qui est tout à fait extérieure.

Les Saoudiens considèrent ainsi le Qatar comme faisant partie du CCEAG, notre patrie, et qu'un des membres de la famille a ouvert notre porte à une menace potentielle. C'est ainsi que la situation est perçue.

Et pourquoi pensez-vous que cette menace des Frères musulmans est si importante ?

Cette menace était perçue comme bénigne jusqu'en 2011. Puis, cette année-là, les Frères musulmans ont pu pénétrer au Qatar, profitant ainsi d'une couverture médiatique et d'un soutien financier. Et en 2012, ils sont arrivés au pouvoir en Égypte, ce qui leur a donné la possibilité d'accéder au contrôle d'un État.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pensent qu'ils vont pouvoir éliminer les Frères musulmans. Vont-ils réussir ? La question reste ouverte, et je ne pense pas que l'on pourra y répondre dans la décennie ou même les deux décennies à venir. Il faut attendre de voir ce que la génération qui vient pense des Frères musulmans.

Ce qui est le plus inquiétant chez les Frères musulmans, c'est qu'ils

soient capables de promettre – même si pour certains il s'agit d'un mensonge – qu'ils parviendront à constituer un gouvernement à la fois démocratique et islamique dans le monde arabe.

Quand la guerre civile a éclaté en Syrie, il y a eu beaucoup de soutien en faveur de la rébellion de la part des États arabes sunnites de la péninsule, car Bachar el-Assad était considéré comme proche de l'Iran. Mais maintenant nombreux sont ceux en Arabie saoudite ou ici, aux Émirats arabes unis, qui pensent que les djihadistes radicaux en Syrie représentent pour eux une menace au moins aussi importante que les Iraniens. Si vous deviez établir une hiérarchie des priorités pour la stabilité des États du CCEAG, *diriez-vous que les Frères et les djihadistes représentent désormais la menace la plus importante ou que la menace iranienne reste majeure ?*

Certains dirigeants politiques du Golfe m'ont dit personnellement que le fait que le Qatar ait appuyé les Frères musulmans en Syrie avait découragé leur volonté d'apporter plus fermement leur soutien aux rebelles ou aux combattants. Ils perçoivent donc bien comme une menace réelle ces Frères qui pourraient se retourner contre eux et les attaquer dans leur propre pays.

Concernant l'Iran, je répète que ce pays continue d'être vu comme une menace extérieure – même s'il y a des chiites dans les pays du Golfe, au Koweït, à Bahreïn et en Arabie saoudite –, contrairement aux djihadistes et aux Frères musulmans qui peuvent pénétrer la société bien plus facilement que les idéologues chiites.

Et alors qu'en est-il de l'épisode de Daech en Irak ? Je reviens à Téhéran où les dirigeants politiques accusent les États du Golfe de soutenir le mouvement afin d'affaiblir l'Iran. Quelle est votre analyse de la situation, comment comprenez-vous ce qui s'est passé en Irak ?

D'après moi, les pays du Golfe n'ont pas soutenu Daech, mais certains individus dans ces pays ont pu financer cette organisation terroriste. C'est tout à fait possible. Les États du Golfe reconnaissent que Daech est une organisation particulièrement extrémiste et que, en comparaison d'autres organisations extrémistes et terroristes, ils sont incontrôlables. Et on a vu l'horrible massacre qui s'est produit en Irak comme un exemple assez clair de la façon dont ils envisagent d'étendre leur influence dans la région.

À propos de la négociation entre l'Iran et l'Occident sur le nucléaire, comment est-elle perçue par les États du Golfe et quelle en est votre

perception ? Cet accord pourrait-il modifier la relation spéciale qui lie les exportateurs d'hydrocarbures du CCEAG *et l'Occident ?*

Les États du Golfe ne doivent pas réaliser qu'il est possible que les États-Unis arrivent à ce prétendu grand accord avec l'Iran, qu'un jour ils pourraient se réveiller et apprendre dans la presse, sur Twitter ou sur d'autres organes d'information que l'Iran et les États-Unis ont passé un accord de cette envergure. Que des échanges d'ambassadeurs se produisent et que des liens commerciaux se tissent. On a déjà vu le secrétaire d'État américain, John Kerry, le 16 juin 2014, indiquer que les États-Unis étaient disposés à coopérer militairement avec l'Iran pour combattre Daech. C'était inenvisageable il y a encore quelques années.

Les États-Unis font plus ou moins face à deux ensembles dans le Golfe. D'un côté, le CCEAG, un ensemble fragmenté, dont les composantes s'affrontent. Certes, ces dernières ont beaucoup de pétrole, mais aussi beaucoup de divergences idéologiques, que ce soit au sein du monde arabe et des pays du Golfe ou en dehors. De l'autre côté, l'Iran, un grand État qui compte 80 millions d'habitants, suit une seule et même idéologie, et fait preuve de leadership. En apparence, ce dernier détient donc un potentiel démocratique sous une apparence purement théocratique. Avec lequel des deux ensembles est-il le plus facile de s'entendre ? Six petits États, ou un pays important avec lequel de nombreuses opportunités pourraient se présenter ?

Quelle est la perception commune de l'Iran dans les États du Golfe aujourd'hui ?

Dans l'ensemble, l'opinion publique du Golfe soutient le CCEAG. Mais les populations sont très diverses dans cette région. Une partie est d'origine perse et la plupart des États côtiers connaissent une forte présence iranienne. Ensuite, la classe des marchands souhaite sans doute que le marché iranien s'ouvre. Il serait en effet très intéressant pour eux de développer une activité commerciale en Iran. Dubaï a prospéré pendant des décennies car son port était le plus important pour le commerce iranien jusqu'à ce qu'il soit fermé il y a quelques années. Et dans la foulée, Dubaï est aussi devenue une place bancaire. On a vu le Premier ministre des Émirats arabes unis (et émir de Dubaï), Mohammed ben Rachid, au cours d'un entretien sur la BBC en 2014, appeler les États-Unis à donner une chance à l'Iran pour qu'il s'ouvre. C'était là un appel peu habituel provenant d'un des principaux dirigeants d'un pays du Golfe.

Le professeur Mahmoud Sariolghalam enseigne à Téhéran, à l'université Shahid-Beheshti, l'ancienne université nationale d'Iran. Auteur prolifique, traduit dans de nombreuses langues, ses recherches portent sur la politique étrangère et la culture politique de l'Iran contemporain.

Les relations entre l'Iran et le Conseil de coopération des États du Golfe (CCEAG) ont connu des hauts et des bas depuis 1979. Quelles sont, selon vous, leurs principales caractéristiques depuis trois décennies ?

Toutes les révolutions entraînent des changements politiques et idéologiques dans leur voisinage. C'est historiquement vrai pour les révolutions russe, française et chinoise. La révolution iranienne a également produit de nombreuses vagues politiques et conceptuelles, en particulier dans le monde musulman. Les pays arabes étant à proximité, c'est eux qui ont évidemment été les plus affectés. La méfiance et les clivages religieux existaient déjà entre l'Iran et ses voisins arabes avant la révolution ; celle-ci n'a donc fait que les intensifier. L'Iran n'a jamais eu de préoccupations sécuritaires vis-à-vis de ses voisins arabes. Mais, dans le monde arabe, les craintes sécuritaires et idéologiques ont toujours été présentes et puissantes. C'est probablement l'élément le plus significatif pour comprendre les relations entre les deux parties. De façon regrettable, dans la mesure où le statut d'État-nation des pays du Moyen-Orient est encore en pleine évolution, la politique est entre eux un jeu à somme nulle. L'Iran est aussi en train d'évoluer en tant qu'État-nation. L'expansion d'un pays serait donc automatiquement alarmante pour les autres pays. Cela ressemble assez à la compétition qui a eu lieu au sein du système des États européens aux XVIIIe et XIXe siècles. En l'absence d'une structure régionale favorisant la croissance et le développement, nous continuerons à être confrontés à ce type de difficultés dans les relations interétatiques. Les autres éléments à prendre en considération concernent les différences d'interprétation religieuse, la cause palestinienne et le rôle des acteurs extérieurs dans la région.

Quelle est votre analyse des relations entre l'Iran et les pays du CCEAG ? Qu'est-ce qui est en jeu et quels sont les principaux défis ? La présidence de Hassan Rohani et le bureau du Guide suprême de la révolution islamique, Ali Khamenei, ont-ils le même point de vue ou existe-t-il des divergences ?

Les préoccupations et les divergences que j'ai mentionnées influent fortement sur les relations entre les deux camps. Elles persisteront

tant que la prospérité économique ne sera pas déterminante dans leurs relations. Il a été prouvé que la coopération économique facilitait les relations politiques et aidait à avancer sur les questions de sécurité. En ce qui concerne la politique étrangère de l'Iran vis-à-vis du monde arabe, du Moyen-Orient et de presque toutes les questions touchant au cadre régional, le gouvernement iranien ne joue pratiquement aucun rôle. L'exécutif et son ministère des Affaires étrangères appliquent la politique définie par d'autres grandes institutions de l'État. C'est ce qui se passe depuis la révolution. L'exécutif a pu changer de posture et de vocabulaire, mais les caractéristiques conceptuelles de la politique de l'État demeurent inchangées. Il est donc important de connaître l'orientation définie par les grandes institutions étatiques. Le défi suprême entre les deux parties est de réduire les différences d'opinion à propos des questions bilatérales et régionales, et peut-être d'établir un certain partage du pouvoir. Comme dans le cas de la Chine, la nature de l'État ne devrait pas être le point de départ des discussions et négociations. Pour négocier, les États devraient se concentrer sur la défense de leurs propres intérêts, économiques en particulier.

Quelles sont les perspectives d'un accord sur les questions nucléaires entre l'Iran et le P 5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nation unies, ainsi que l'Allemagne) ? Qu'est-ce qui est négociable et qu'est-ce qui ne l'est pas pour les dirigeants iraniens ?

La question nucléaire et les problèmes politiques connexes vont se poser durant de nombreuses années encore. La situation actuelle est le résultat de trois décennies d'affrontement entre l'Iran et les États-Unis. La dimension politique de la question est donc bien plus importante que les aspects techniques du programme nucléaire. Des accords partiels pourraient se faire à mesure que l'on va de l'avant, mais la recherche d'un accord global soulève d'importants problèmes pour les deux parties. Les deux camps souhaitent conserver une solide position dans les négociations tout en maintenant le dialogue. Et c'est ainsi que se prolonge le conflit : les deux camps poursuivent une stratégie d'endiguement. En fin de compte, un accord pourrait prendre la forme d'un traité sur le contrôle des armements, car la compétition entre l'Iran et l'Arabie Saoudite et celle entre l'Iran et Israël à ce sujet sont à la base du conflit. Si le fait de lever les sanctions économiques n'avait pas été un processus d'ores et déjà éliminé dans la stratégie de négociation des adversaires de l'Iran, un accord global aurait bien plus de chance de voir le jour. Mais, dans la mesure où la méfiance pèse sur les relations et où l'ambiguïté semble être

une fin en soi, les négociations peuvent se prolonger à court et moyen terme. L'Iran semble vouloir à la fois desserrer l'étau des contraintes économiques et sauver son honneur politique.

Quelles pourraient être les conséquences d'un tel accord sur la politique intérieure iranienne ?

Un accord global améliorerait la situation économique du pays de façon spectaculaire. Des projets d'une valeur de plusieurs milliards de dollars attendent en effet d'être menés à bien. En tant qu'État rentier, si le gouvernement a des ressources, il aura donc la possibilité de créer des emplois et d'assurer une redistribution économique vis-à-vis de ses citoyens. Un accroissement de la vente de barils de pétrole et le développement de relations bancaires internationales normales améliorerait considérablement le climat domestique en Iran. Le gouvernement pourrait alors tenir ses promesses, en particulier s'il doit rendre des comptes et faire l'objet d'une plus grande surveillance de la part de l'opinion publique. Au contraire, l'absence de ressources entraîne sans équivoque la stagnation, le désespoir et l'émigration.

Et qu'en est-il des relations entre l'Iran et le CCEAG ? Vous savez bien que nombre de pays du CCEAG craignent qu'une amélioration des rapports avec l'Iran ne les marginalise et ne menace leur existence même. Comment l'Iran affronte-t-il ce problème ?

Je ne crois pas à de tels développements. La relation avec les pays arabes demeure financièrement et politiquement cruciale pour les États-Unis, et un rapprochement irano-américain n'est pas possible à court terme. Même si on assiste à une évolution en ce sens, le rapprochement entre Téhéran et Washington se caractérisera par de nombreuses tensions et révélera des divergences fondamentales. Les structures intérieures des deux pays ne sont pas préparées à une normalisation de leur relation. Si celle-ci se produit tout de même, cela ne fera que compliquer le travail diplomatique des États-Unis et la gestion de leurs intérêts dans la région. Des leçons peuvent être tirées de la façon dont les États-Unis ont géré leur relation avec le Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un environnement où la Chine est devenue la deuxième économie mondiale et une puissance très influente en Asie. Les grandes puissances doivent toujours faire face à des contradictions profondes, mais elles parviennent à les dépasser lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts.

En l'absence d'un accord, quelles sont les options ?

Cette question pourrait être posée différemment : qui est pressé d'arriver à une solution pérenne ? D'un point de vue économique, l'exécutif iranien et les entreprises et banques occidentales ont sans doute intérêt à ce que les négociations aboutissent rapidement. Ils n'ont cependant pas une place centrale dans le processus. S'il n'y a pas d'accord et si le programme nucléaire iranien est suspendu, le *statu quo* pourrait donc se poursuivre. Mais des gains économiques éventuels pour l'Iran seraient susceptibles d'aider à maintenir une certaine dynamique dans les négociations pendant quelque temps.

Daech-Irak-Iran : pensez-vous qu'une coopération entre les forces iraniennes et occidentales contre Daech en Irak pourrait mener à un rapprochement, et jusqu'où ?

Une réponse courte serait de dire non. Il y a eu des coopérations sur des questions précises dans le passé sans négociations bilatérales. En tenant compte de la vie politique et de la structure du pouvoir en Iran aujourd'hui, le pays n'a sans doute pas le moindre intérêt à normaliser sa relation avec les États-Unis. À nouveau, il ne faut pas considérer les postures politiques de l'Iran comme le signe d'une nouvelle orientation. Le pouvoir iranien empêchera tout rapprochement avec les États-Unis tant qu'il le pourra. Une coopération, non seulement aujourd'hui mais aussi dans un avenir proche, peut se faire avec l'Occident ou seulement les États-Unis sur de nombreuses questions régionales, mais elle ne se traduira pas nécessairement par un changement de politique en Iran. Les caractéristiques essentielles de la politique étrangère iranienne sont restées inchangées depuis trois décennies. Comme la théorie et la pratique nous l'enseignent, dans les contextes révolutionnaires, le changement est le résultat d'un renouvellement générationnel. En Iran, cela pourrait avoir lieu d'ici une décennie.

L'Iran pourrait-il redevenir le « gendarme du Golfe », comme c'était le cas à l'époque du chah ? Quelles seraient les conditions pour que cela se produise ? Ou devrions-nous penser de manière différente à l'avenir ?

C'est fort improbable. Les pays arabes sont devenus riches, prospères, confiants et sûrs d'eux. Ils ont environ 2 000 milliards de dollars dans leurs fonds souverains qui garantissent leur avenir financier aussi bien que politique. La situation a changé depuis les années 1970. Quelles que soient les circonstances, l'Iran doit dorénavant faire face à de nombreux problèmes concernant l'environnement, l'économie, l'éducation

et les infrastructures. Il a aussi un problème d'image qui demandera sans doute plusieurs années pour être corrigé. Certes, l'Iran possède des atouts exceptionnels en vue de devenir un puissant État. Mon impression est que, avec l'arrivée de nouvelles générations, le pays ne pourra faire autrement que de se concentrer sur l'établissement d'une coopération économique et d'accords de sécurité collectifs afin de faciliter son développement économique. C'est ce qui se passe en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Le réalisme et le leadership de part et d'autre pourraient rapidement améliorer le climat politique et sécuritaire actuel, qui reste peu constructif.

RÉSUMÉ

Sultan Sooud al-Qassemi, qui a soutenu les révolutions arabes dont le résultat l'a déçu, constate que les États du Golfe en sont sortis intacts. Ils connaissent aujourd'hui deux menaces : une menace intérieure, celle des Frères musulmans, qu'ils espèrent éliminer ; une menace extérieure, celle de l'Iran, alors même qu'un rapprochement de Téhéran avec Washington est possible. Pour Mahmoud Sariolghalam, le rapprochement entre l'Iran et l'Occident ne pourra cependant être que très progressif et s'opérer à moyen terme. Les liens privilégiés des États-Unis avec les États du Golfe demeureront et l'Iran ne pourra pas redevenir le gendarme du Golfe.